

# La sécu en danger

Le gouvernement semble considérer notre couverture sociale comme une entrave à l'emploi et à la compétitivité des entreprises. Il la force donc à se réformer en faisant ceinture. Au point d'asphyxier notre État-providence. - Texte: Harold Nottet -

**U**n grand pas en avant pour le gouvernement, trois pas en arrière pour notre modèle social? Dans un quasi-silence médiatique, le projet de loi réformant la sécu a été adopté la semaine dernière par la commission des Affaires sociales de la Chambre. Majorité contre opposition. De quoi parle-t-on? Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notre sécurité sociale est financée par les cotisations des travailleurs et des employeurs. Mais face à la hausse des dépenses et à la baisse des charges patronales, l'État-providence a dû trouver d'autres sources de financement. En provenance des recettes de la TVA ou des accises, notamment, mais aussi de la dotation garantissant l'équilibre de la sécu.

Le projet de loi de financement soumet désormais cette dotation d'équilibre à des facteurs de "responsabilisation" du secteur. Autrement dit, cette enve-

loppe pourra être revue à la baisse en fonction des résultats de la lutte contre la fraude, par exemple, ou des efforts budgétaires à réaliser. Un premier coup de pied-de-biche décrié par ses détracteurs qui y voient une porte (grande) ouverte à son sous-financement. À commencer les partenaires sociaux, qui se voient éjecter du processus. Les "commissions Finances Budget" destinées à monitorer l'évolution du budget n'intégreront donc plus les syndicats et les mutuelles, mais seulement des hauts fonctionnaires. Sans oublier la possibilité de revenir sur les accords signés entre patrons et syndicats si l'impact budgétaire était jugé trop important. Selon Jean-François Tamellini, secrétaire fédéral de la FGTB, cette nouvelle loi met donc sous tutelle la sécurité sociale, l'instrumentalise et l'éloigne de ses objectifs initiaux. La réduisant à une vulgaire variable d'ajustement budgétaire. Pour le Premier ministre Charles Michel, en revanche, cette refonte du financement de la sécu constitue le meilleur rempart contre son démantèlement... Alors qui croire? Faut-il y voir un nouveau sabotage de notre couverture sociale? Avec quelles conséquences? Et nos voisins européens, comment réforment-ils? Décryptage et analyse comparative avec Pascale Vielle, professeur de droit social à l'UCL.

## **Assiste-t-on au détricotage de la sécu?**

**PASCALE VIELLE** - L'accord de gouvernement, déjà, ne laissait pas planer beaucoup de doutes. Ce texte ne dédiait même pas un chapitre à la sécurité sociale mais la disséminait en différents angles. Emploi, pension, soins de santé... Cet accord ne se posait pas non plus la question, pourtant fondamentale, de ce que doit être la sécu aujourd'hui et la considère juste comme une entrave à l'emploi et à la compétitivité des entreprises.

## **Quels sont les dangers inhérents à cette nouvelle mécanique de financement?**

On "belle-mérise" la sécu. Les syndicats sont désormais pieds et poings liés et ne sont plus les garants de la sécurité sociale. Ces organes supérieurs dits techniques, très politisés, qu'on impose aux comités de

gestion dont ils font partie vont pouvoir exiger d'eux de corriger le tir à chaque déséquilibre budgétaire.

### **On risque le sous-financement?**

Oui, d'autant que ces corrections ne pourront jamais se faire en augmentant les cotisations et seront donc synonymes de diminution des dépenses sociales. Cette nouvelle gouvernance va permettre de revoir en permanence l'équilibre à la baisse. Peu importe la source de ce déséquilibre. Une épidémie, le vieillissement de la population, une erreur de calcul du gouvernement dont la lutte antifraude qui aurait rapporté dix fois moins que prévu...

### **La diminution des charges sociales n'est-elle pas censée permettre aux entreprises de recruter plus? Et donc diminuer les dépenses de la sécu?**

C'est un raisonnement un peu court et très dogmatique. Le gouvernement parie sur le fait que toute réduction des cotisations se traduit automatiquement par de la création d'emplois. Ce qui suppose que les patrons ont forcément envie d'engager, que nous n'aurons pas besoin de moins de travailleurs à l'avenir. Notre système de production est pourtant en train de changer et nécessitera de moins en moins de travail humain. Et puis, qui dit que cette réduction des cotisations ne va pas se traduire par de la rémunération aux actionnaires? Pour le gouvernement, donc, la seule manière de rendre nos entreprises plus compétitives est de supprimer la sécu. On assiste clairement à un changement de paradigme en Belgique et à un glissement vers le modèle anglo-saxon de sécurité sociale. On évince les partenaires sociaux et on soumet la dotation d'équilibre à une série de conditions.

### **Y a-t-il une alternative au modèle anglo-saxon?**

L'autre modèle d'idéal est le scandinave. Il mise sur la générosité. Pour que les gens travaillent plus et → → mieux, ils leur proposent de bonnes formations en continu et des prestations sociales généreuses, permettant d'affronter tous les imprévus de la vie,

comme la garde d'un proche malade, par exemple. Chez les Anglo-Saxons, c'est l'inverse: moins on leur donne, plus ils seront contraints de travailler.

### **Une politique déjà en cours chez nous avec les nouvelles exclusions du chômage, la chasse aux malades de longue durée ou la fin des allocations d'insertion au-delà de 25 ans...**

Dans une approche ultralibérale, un contexte d'austérité et des contraintes européennes fortes, on glisse en effet vers le modèle anglo-saxon. Mais quand on veut évoluer d'un système continental, bismarckien, dont les syndicats étaient garants, à un autre, il faut s'assurer qu'on retrouve un garde-fou équivalent pour garantir la qualité de ce système. Ce que ne prévoit pas la nouvelle loi.

### **Mais financer le modèle de sécu à la scandinave est-il possible en Belgique?**

Les Scandinaves sont disposés à contribuer davantage parce qu'ils reçoivent beaucoup et que les services publics sont bien gérés. On le sait, il est chez eux inconcevable de voir un mandataire public utiliser une carte de crédit professionnelle pour régler des achats privés. Tout est passé au crible. Le Parlement joue un rôle crucial et contrôle très strictement l'affectation des budgets. Comparé à notre modèle, cela se passe beaucoup moins dans la chambre close des comités de gestion.

### **Concrètement, où trouver les fonds nécessaires à pareil salut social?**

Il faut repenser complètement le financement et prélever sur autre chose que le travail. Cela peut être la consommation, l'impôt des personnes physiques, les grosses fortunes, les entreprises... Mais si on veut repenser la sécu, il faut commencer par se demander ce dont on a besoin et ce qui fait sens dans la société d'aujourd'hui. Inventer de nouvelles protections comme des congés de formation beaucoup plus longs, un accès au logement, la gratuité de l'Internet, et en éliminer d'autres. Octroyer des allocations aux veufs a-t-il encore du sens aujourd'hui alors qu'on ne donne rien aux divorcés? Ensuite vient la question

de son financement, de la compétitivité. Mais pas en premier lieu. Surtout si vous supprimez la sécurité sociale avant de commencer! ✖

# Revenu universel, un piège à cons?

**Offrir une allocation fixe et sans conditions à tous les citoyens? Pas si cela sert de prétexte à enterrer la sécu.**

**E**n France, le candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon en a fait le cheval de bataille de sa campagne. François Fillon, vainqueur de la primaire de la droite, prône, lui, une fusion de toutes les aides sociales en une prestation unique plafonnée à 75 % du salaire minimum. Les Finlandais testent la formule depuis janvier et octroient 650 euros mensuels à 2.000 demandeurs d'emploi. Chez nous? L'idée est défendue par Écolo et le MR. Les libéraux imaginent un revenu mensuel de 1.000 euros mais supprimeraient toutes les allocations sociales. Ce qui aurait au moins le mérite de la simplification administrative. Une hérésie selon les écologistes. Comment une femme isolée avec des enfants à charge pourrait-elle (sur)vivre avec cette somme? Et l'économiste Philippe Defeyt de proposer un montant de 600 euros mensuels indépendamment de toute aide sociale. Quant au PS, il préfère botter en touche et parle de "piège à gogos". C'est que cette utopie progressiste commence à être délaissée par de nombreux mouvements de gauche.

Selon eux, ce revenu universel permettra de légitimer le détricotage de la sécu ou le gel des salaires. "Je n'ai

aucun tabou mais je suis très méfiante, enchérit Pascale Vielle, prof de droit social à l'UCL. En tout cas, cette allocation doit être totalement distincte de la sécurité sociale. Rappelons que celle-ci n'est pas un chèque mais vise à couvrir des éventualités sociales dont on a déterminé qu'elles méritaient d'être indemnisées. Cela n'a donc rien à voir. Ensuite, je commencerai à être séduite par l'idée à partir du moment où on trouvera un moyen de répartir la richesse indûment concentrée dans les mains de quelques-uns - ce fameux 1 % de la population qui possède autant que les autres 99 %. Là, je trouverais ça légitime."

Annoncé par certains comme le Graal social destiné à apaiser les affres de cette nouvelle économie disruptive (Uber, Airbnb, etc.) qui transformera les travailleurs en free-lances au rabais, le revenu universel est loin de faire l'unanimité. "Faut-il octroyer la même somme à tout le monde? Nous sommes tous différents devant la vie et ses possibilités et nous n'avons pas tous la même capacité de convertir ces 600 ou ces 1.000 euros. Chez l'un, cela ne fera pas une grosse différence. Chez l'autre, cela ne couvrira même pas ses besoins les plus fondamentaux."